

Les cantons et la BNS aggravent la crise climatique

OPINION

Proschim, petite bourgade en Lusace, dans le nord-est de l'Allemagne, près de la Pologne, se prépare à accueillir des milliers de manifestants durant le week-end de la Pentecôte. Ils viendront de toute l'Europe pour tenter d'arrêter l'une des immenses excavatrices de la mine de lignite à ciel ouvert de Welzow-Sud.

Cette action fait partie d'une vague d'actions de désobéissance civile qui ciblent des bombes climatiques dans treize pays, sur les cinq continents. De l'Australie au Brésil, de l'Indonésie au Nigeria en passant par les Philippines, l'Équateur et la Turquie, des milliers de personnes diront leur détermination à libérer le monde des énergies fossiles qui l'empoisonnent, à mettre un terme au

pouvoir de détruire de l'industrie fossile.

C'est la première fois qu'une telle coordination de manifestations de désobéissance civile se déploie au niveau planétaire. Et ce n'est pas du luxe car, pour rappel, rester sous une hausse moyenne de la température sur Terre de 2°C, minimum que demande l'accord de Paris, signifie laisser sous terre 80% du charbon, 50% du gaz et 33% du pétrole qui y ont été identifiés. Les chiffres sont bien sûr encore plus massifs si l'on veut ne pas dépasser 1,5°C de hausse, ce qui est éminemment souhaitable.

A Proschim, où une centaine de Suisses emmenés par Greenpeace et Fossil Free Suisse iront, l'industrie fossile se présente sous les traits de Vattenfall. Cette entre-

prise suédoise possède cinq centrales à lignite en Allemagne, dont trois parmi les dix plus gros émetteurs de CO₂ de l'Union européenne. Son actionnaire unique, l'État suédois, lui demande de réduire de 23% ses émissions d'ici à 2020 et d'atteindre la «neutralité» carbone en 2050.

Pour y parvenir, elle cherche à vendre ses actifs dans le lignite. A cette fin, elle a déposé des demandes de permis d'extension de ses mines en Lusace pour que ce poison pour le climat puisse en être extrait pendant vingt-cinq années supplémentaires. Soit l'exact contraire de ce qu'il faut réussir à faire, c'est-à-dire fermer ces mines au plus vite.

Le paradoxe est total. Comment la Suède, qui ambitionne d'être le premier pays à 100% approvi-

sionné en énergies renouvelables, qui a bien sûr signé l'accord de Paris, peut-elle cautionner une telle transaction?

Le malheur est que ce même paradoxe est partout à l'œuvre. En Suisse aussi, bien sûr. Fin octobre 2015, l'Office fédéral de l'environnement a publié une étude pionnière qui montre que les investissements de la place financière suisse favorisent un réchauffement de 4 à 6°C. Les auteurs de cette étude appellent en conséquence les institutions financières suisses – banques, caisses de retraite, assurances, etc. – à changer cette situation, c'est-à-dire à désinvestir de l'industrie fossile. Notamment, la Banque nationale suisse (BNS) aurait placé au moins 2 milliards de francs dans l'industrie fossile états-unienne.

La bonne nouvelle, ce sont, partout dans le monde, des citoyens qui s'insurgent contre les investissements dans l'industrie fossile. En Suisse, plus de 3000 personnes ont écrit à Thomas Jordan pour lui demander de désinvestir de cette industrie pour des raisons morales et financières. Selon les seules informations disponibles, les actions de la BNS dans l'industrie extractive états-unienne auraient perdu la moitié de leur valeur depuis 2014 suite à la chute des cours des matières fossiles. Mais lors de son assemblée générale, fin avril, la direction de la BNS a balayé d'un revers de main les questions sur sa politique climatique.

Les principaux actionnaires de la BNS, les cantons, vont-ils se saisir de cette question? Vont-ils

regarder le réchauffement passer devant leurs fenêtres ou se réveiller à la hauteur de l'enjeu et prendre les mesures qui s'imposent pour contribuer à stopper, au moins en partie, sa marche pour l'instant fatale en avant? ■

SUSANA JOURDAN
RÉDACTRICE
EN CHEF DE «LA
REVUE DURABLE»



JACQUES MIRENOWICZ
RÉDACTEUR
EN CHEF DE «LA
REVUE DURABLE»



La singularité technologique et le RBI

OPINION

Et si le principe d'un revenu de base inconditionnel était une réponse adéquate à la singularité technologique, ce moment précis, annoncé dans un futur proche, où une espèce d'intelligence artificielle serait capable d'auto-évaluation et surpasserait l'intelligence humaine (Roduit, *Le Temps*, 16 janvier 2014)?

Prévue comme un point de rupture par certaines figures transhumanistes, cette singularité est pourtant déjà une réalité pour les caissiers de nos supermarchés. En effet, depuis peu, pour faire nos courses, plus besoin d'interagir avec un être humain. Tout (ou presque) est géré par une machine. Il est facile d'imaginer que bientôt nos frigos connectés seront directement en contact avec nos supermarchés, afin d'organiser la livraison de nos courses à domicile, sans interaction humaine. Dans ce contexte, l'intelligence artificielle remplace avantageusement l'intelligence humaine.

Bien sûr, ces machines ont été créées par des êtres humains. On peut donc également célébrer l'intelligence humaine (voir G. Meynet, «La victoire de l'homme au jeu de go», *Le Nouvelliste*, 25 mars 2016). Néanmoins, la machine est maintenant utilisée pour remplacer d'autres humains.

Du point de vue de l'employé du supermarché, il y a donc bel et bien une espèce de singularité technologique. Ceci n'est donc plus de la science-fiction.

Des prédictions de l'automatisation du travail, concernant toute sorte d'emplois, sont de plus en plus d'actualité. Une étude de l'Université d'Oxford estime qu'environ 47% des emplois aux États-Unis risquent de disparaître ces vingt prochaines années. Le World Economic Forum a fait de ce sujet un thème principal cette année.

Avec l'Internet des objets, les Big Data, les imprimantes 3D, les drones et les voitures autonomes, il est difficile d'imaginer quel type de travail ne sera pas radicalement transformé et quelle profession ne deviendra pas obsolète. Avec une série de singularités, existera-t-il encore un travailleur irremplaçable? On peut déjà construire des maisons avec des imprimantes 3D. Et certains se posent même la question si une intelligence artificielle ne devrait pas devenir présidente des États-Unis (*Le Temps*, 11 mars 2016). Le fantasme est donc de refuser de voir la réalité d'un monde qui change rapidement (cf. la loi de Moore) et non pas le principe du RBI, même si le principe devait être refusé en votation, comme décrit dans un récent éditorial du *Temps*.

Face à ces changements sans précédent (on parle ici d'une révolution industrielle!), certains suggèrent que l'Homme se transforme ou s'augmente (human enhancement) en continuant de fusionner avec la machine, afin de ne pas devenir obsolète. Cette solution permettrait de continuer de jouer le jeu du progrès et de la performance sans fin. Mais dans quel but?

Une autre solution serait de rester humain (quoi que cela signifie) et que tous puissent (finalement) récolter les fruits de ce que nous voulions réaliser ensemble: transférer le labeur des Hommes vers les machines. Libérés du travail automatisable, les Hommes pourraient alors se consacrer à d'autres tâches créatrices. Place donc à beaucoup d'autres

activités! A moins que l'on ne veuille tous devenir des fabricants de robots. Plus sérieusement, dans le débat, on a souvent l'impression que les citoyens projettent leur propre désir d'entreprendre ou de ne rien faire s'ils recevaient un tel RBI. Attention donc à ne pas révéler sa propre paresse.

Notre système de redistribution des richesses, basé sur la rémunération du travail et du capital, était approprié lorsque la richesse était créée principalement par l'Homme à l'aide de ses outils. Approprié dans une certaine mesure, car on sait bien que «les pauvres et la classe moyenne travaillent pour l'argent, les riches font en sorte que l'argent travaille pour eux» (*Le Temps*, 20 août 2015). Cela fait longtemps que la notion de «travail» est dissociée de celle de «richesse». Faisons donc en sorte que l'intelligence artificielle et les robots travaillent et créent de la richesse pour tous.

La révolution industrielle que nous sommes en train de vivre remet donc en question ces principes qui nous semblaient immuables. Cette révolution devrait également s'accompagner d'une révolution du mode de redistribution qui pourrait bien être celle proposée par les partisans du revenu de base inconditionnel. En d'autres termes, les développements technologiques actuels rendent légitime le principe d'un revenu inconditionnel.

Si le travail humain n'est plus si central dans nos vies, cela nous donnerait plus de liberté pour explorer une infinité d'autres possibilités et d'expériences qui restent encore à découvrir. Difficile de prévoir quel type de monde nous allons créer. Mais face à différentes singularités technologiques, sécuriser un revenu de base inconditionnel pour tous prendrait tout son sens. ■

SUR LES BLOGS

L'enfer du décor
L'énorme incendie qui ravage la ville de Fort McMurray (Alberta) est perçu comme une tragédie au Canada. Plus de 2000 km² de forêts et des milliers d'habitants ont été détruits dans une ville inventée pour extraire un pétrole non conventionnel. Laurent Horvath, spécialiste en énergie, analyse «l'enfer du décor» sur son blog propulsé par «Le Temps»: «Géopolitique mondiale des énergies».

JOHANN RODUIT
MANAGING DIRECTOR
DU CENTRE D'HUMANITÉS MÉDICALES
DE L'UNIVERSITÉ DE ZÜRICH



Asile: il faut accueillir plus et vite

OPINION

Les attentats terroristes de Bruxelles, Paris et ailleurs ne font pas que des victimes directes. Souvent, la peur qu'ils suscitent vient épaissir la carapace identitaire et brouiller le discernement. En résultent l'exclusion de l'«étranger» et des amalgames entre terroristes et musulman-e-s, voire terroristes et réfugié-e-s. Bref, la violence des uns nourrit celle des autres. Et la crainte – légitime – pour nos droits et notre sécurité nous pousse à les dénier à celles et ceux qui, comme les personnes réfugiées, ont bien plus à craindre sur ce point. Monter les populations les unes contre les autres: c'est l'arme ultime des terroristes, une vraie bombe à retardement. Ne les laissons pas faire: soyons, au contraire, solidaires! Solidaires de toutes les victimes, tout près de chez nous ou plus loin. Par exemple, en accueillant rapidement, sur sol suisse, 50000 réfugié-e-s. C'est ce que demande un appel lancé au Conseil fédéral.

Les réfugiées et réfugiés, notamment syriens, fuyant l'horreur de la guerre, méritent secours et protection. Les pays voisins de la Syrie portent aujourd'hui une responsabilité disproportionnée dans leur accueil: les réfugiées et réfugiés syriens représentent ainsi un quart de la population du Liban. Dans ces pays se posent en outre certains problèmes d'accès à la protection pour les réfugié-e-s. Nombre d'entre eux ont donc tenté d'accéder à l'Europe continentale, notamment par la voie des Balkans occidentaux. Mais la fermeture des frontières plus au nord a eu un effet domino, conduisant ces pays à s'entourer de barrières. Résultat: la route des Balkans est aujourd'hui quasi fermée, alors que le flux de réfugié-e-s en Grèce ne fléchit pas. Quelque 100000 personnes, dont de nombreux enfants, sont piégées aux portes de l'Europe, exposées aux trafiquants d'êtres humains et autres passeurs. La Grèce, dont le système d'asile ne peut gérer cette situation, les place en détention. Et leur renvoi vers la Turquie, consacré par le récent accord entre ce pays et l'UE, ne va pas sans poser problème sous l'angle du droit européen et du droit international.

Et la Suisse dans tout ça? Sur le contingent de 3000 réfugié-e-s en provenance de Syrie que le Conseil fédéral a annoncé vouloir accueillir, à peine 500 l'ont été à ce jour. Bien sûr, la Suisse ne peut, à elle seule, accueillir tous ceux et celles qui fuient la guerre et autres souffrances. La solidarité doit être européenne et l'emporter sur les égoïsmes nationaux, qui s'abritent derrière des murs et sous des plafonds imposés. Las, l'Europe est dépassée par la crise et son programme de répartition, à la peine – c'est malgré tout à bon escient que la Suisse y participe, qui s'est dite prête à accueillir

1500 personnes (déduites du contingent de 3000!). En lieu et place de la répartition sont adoptées des mesures unilatérales et bricolées, qui tiennent du déni de responsabilité. Emblématique d'un nombrilisme irresponsable, la décision de la commune argovienne d'Oberwil-Lieli rencontre un écho à une autre échelle: la Commission européenne propose de faire payer les pays refusant la répartition automatique des demandeurs et demandeuses d'asile. Permettre aux riches d'acheter leur tranquillité: est-ce là le supplément d'équité tant nécessaire au système de Dublin?

Les pays du continent européen ont une obligation morale à accueillir les réfugié-e-s et un intérêt à éviter que cette crise ne devienne une catastrophe pour le Proche-Orient. Deux millions de personnes, si l'on répartit bien, ce n'est pas grand-chose pour un continent peuplé de 800 millions d'habitants! Le 20 avril, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a ainsi adopté trois résolutions appelant les pays d'Europe à honorer leurs engagements. Nous devons, de manière équitable, coordonnée et solidaire, accueillir plus de réfugié-e-s. La Suisse, notamment, doit jouer son rôle humanitaire, à la hauteur de ses moyens! Elle doit aussi renforcer son soutien sur place, pour gérer et prévenir les crises. Et non tailler dans le budget de l'aide publique au développement, comme le veut la majorité du parlement fédéral... Un vrai message d'espoir est porté par le geste du pape François, revenu de Lesbos le 16 avril avec trois familles de réfugié-e-s. Sachons nous en inspirer, car seule la solidarité permettra à l'humanité de triompher de la terreur. Un mur de plus qui chute, c'est une bombe de moins qui tombe. ■

Les pays du continent européen ont une obligation morale à accueillir les réfugié-e-s

leurs engagements. Nous devons, de manière équitable, coordonnée et solidaire, accueillir plus de réfugié-e-s. La Suisse, notamment, doit jouer son rôle humanitaire, à la hauteur de ses moyens! Elle doit aussi renforcer son soutien sur place, pour gérer et prévenir les crises. Et non tailler dans le budget de l'aide publique au développement, comme le veut la majorité du parlement fédéral... Un vrai message d'espoir est porté par le geste du pape François, revenu de Lesbos le 16 avril avec trois familles de réfugié-e-s. Sachons nous en inspirer, car seule la solidarité permettra à l'humanité de triompher de la terreur. Un mur de plus qui chute, c'est une bombe de moins qui tombe. ■

LILIANE MAURY PASQUIER
CONSEILLÈRE AUX ÉTATS

